

Bonjour à vous tous et merci d'être avec nous pour faire lien pour notre école,

Ce lien, vous le savez, vous le faites depuis des années, par votre engagement d'élus, de bénévoles, de militants associatifs, de parents, au sein de notre territoire.

L'école rurale a ses spécificités : des classes à petits effectifs, où nos enfants apprennent, jouent, grandissent souvent avec des plus grands, ensemble à prendre soin des plus jeunes. Ces écoles au plus près de nos aînés, font aussi la vie de nos villages, notre communauté, la vie de notre territoire.

Je ne vais pas faire la démonstration de l'importance de notre école rurale, car nous avons tous un lien fort avec elle. Vous savez bien, une école qui ferme, un village qui s'éteint.

Nous en sommes tous convaincus.

Dire non, vous le dites souvent, nous aussi, parents militants FCPE bénévoles.

Nous l'avons déjà dit lors de notre congrès départemental à Aubusson en juin 2017.

Nous l'avons crié dans la rue souvent et beaucoup en ce début d'année 2021.

Déjà nous avons mené cette réflexion dès 2017, en nous référant à des travaux de spécialistes de l'Éducation : **Jean Ferrier « L'école en milieu rural »**, Revue internationale d'éducation de Sèvres, 1996, Inspecteur général de l'éducation nationale, ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. **Jean-Luc Fauquet « L'école rurale, école de la modernité »**, UMR-ADEF-IUFM, université de Provence, Colloque FNER, Chamalières, oct. 2009 ; **le rapport Duhamel « l'évolution du réseau des écoles primaires »**, de **Marcel Duhamel**, Inspecteur général de l'Éducation nationale, juin 2003 ou encore de la « **caractérisation pédagogique rapide de l'école rurale** », **Pierre Champollion et Michel Floro**, du projet de recherche international sur l'école rurale 2009-2013, regroupant le Chili, l'Espagne, la France, le Portugal et l'Uruguay, piloté par l'université de Barcelone.

Les travaux de ces éminents spécialistes de l'éducation ont conforté notre conviction. Oui, l'école rurale est un modèle. Oui, les élèves apprennent mieux. Oui, ils sont plus épanouis.

Ces Inspecteurs généraux de l'Éducation et universitaires ont rendu leurs études aux ministres de l'Éducation nationale. Puis ? Rien, ou si peu. On continue de fermer les classes, les écoles, puis les

collèges... Economiquement, Il y a un avant, un maintenant. L'après sera différent. Pourtant, voir loin, c'est ce que les citoyens attendent d'un élu, penser leur avenir.

Garder nos écoles, notre modèle, c'est financer notre avenir, investir. D'autres pays l'ont fait, pourquoi pas le nôtre ? Différence de culture ? Nous aurions celle de la compétition ? Pas celle de la solidarité ?

La crise sociale que nous vivons avec cette crise sanitaire nous appelle à changer de modèle économique. Notre jeunesse nous appelle elle aussi. Nous le leur devons, faire lien.

Nous avons été entendus en Creuse ? On nous a proposé un plan particulier. Nous voulons plus d'ambition et un plan particulier pour notre école particulière. Nous attendons un plan particulier pour notre école de la République. C'est de notre particularité qu'il faut s'inspirer. Nos familles l'attendent. Il y a urgence. La FCPE l'attend. Il faut s'en inspirer pour co construire une autre école, où les enfants ne sont pas des numéros dans de grands ensembles, avec des temps de scolarisation à rallonge dont un adulte ne voudrait pas. Depuis des années, on nous répond par formules mathématiques : P/ E maintenant E/ C. Qui a dit que les Français n'aimaient pas les maths ?

L'école rurale n'est pas rentable ? Mais sur le long terme ? Nos représentants de parents sont culpabilisés de demander mieux pour nos élèves à chaque instance de l'Éducation nationale.

Personnellement, je n'oublie pas l'enseignement d'un professeur d'économie sur le capitalisme et l'importance de l'investissement. La dépense publique d'éducation est inférieure en France à la moyenne de l'OCDE : 7,8 % quand la moyenne est dessus de 9,8 % avec un écart net au primaire 2,1 % contre 3,4% (données 2019). Il est nécessaire d'investir sur l'humain.

Quand recrée-t-on le lien ?

Des représentants FCPE d'autres départements sont venu de très loin pour vous rencontrer, parce que la FCPE, c'est faire fédération. Nous avons avec nous Magalie Icher, administratrice de la FCPE Nationale, présidente du Conseil Départemental des Parents d'Elèves d'Ille et Vilaine ; Arnaud Lepage, fondateur de l'association FCPE Ressources, ancien coprésident du Conseil Départemental FCPE de la Meuse et Natacha Kuzemski, présidente du Conseil Départemental des

Parents d'Elèves de la Meuse. Les représentants de la Meuse ont la même histoire de casse de l'école rurale. Nous nous battons contre la fermeture de classe (nous avons réussi jusque-là à obtenir un sursis pour les écoles, mais provisoire). En Meuse, ce sont les collèges qui ferment. Nous ce sera la prochaine étape.

Nous vous proposons de poursuivre la réflexion sur l'école rurale déjà engagée lors des réunions avec les membres siégeant au CDEN, sur le principe d'une motion. Il s'agit de créer une charte de l'école rurale, dans la continuité des manifestations communes de défense de notre école. L'hyper ruralité de la Creuse est un facteur obligeant à considérer le système éducatif du département selon des règles adaptées. Nos pistes de réflexion sur les effectif, le transport, le numérique, la santé, la carte scolaire.

- Effectif : le classement en « REP » selon le vocabulaire de l'éducation nationale pour instaurer un effectif plancher. Ce classement devrait permettre d'accorder une priorité élevée aux projets liés à l'éducation et à l'environnement de l'éducation. Par ailleurs, un tel classement conduirait forcément à devoir considérer autrement l'éducation dans le département en encourageant les interactions entre les établissements scolaires et les entités extérieures (milieux institutionnels, associatifs, culturels, entreprises,...) par le biais d'échanges, d'utilisations mutualisées de moyens, de prestations intellectuelles, de services,....
- Transport : la prise en compte de notre territoire pour adapter les transports scolaires (cadencement, parcours, coût,...).
- Numérique : L'efficacité de l'utilisation globalisée du numérique conditionnée aux investissements (couverture et équipement des familles)
- Santé : Des conventions interdépartementales devraient permettre d'encadrer l'organisation en Creuse de visites de prévention ponctuelles spécialisées au profit des enfants scolarisés (orthophonistes, ophtalmologistes,).
- Gel de la carte scolaire sur au moins 3 ans afin de permettre et de sécuriser les investissements des communes et communautés de communes à long terme.

Enfin, pour faire le lien avec l'appel à signer la pétition « Ecolegratuite.org », la gratuité de l'école soit des transports, des fournitures, des activités extra-scolaires, repas... de tous ce qui fait éducation est la clé de notre avenir commun. Elle s'adresse à tous ceux qui souhaitent que notre devise reprenne du sens pour l'école de la République.

Je vous remercie.